



Délibération numéro	2024/92	
NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
29	29	21
Vote par procuration		03
Date convocation	12/06/2024	
Date de publication	25/06/2024	

DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL du mardi 18 juin 2024

L'an deux mille vingt quatre
et le dix-huit juin,
à 19 heures,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,
Sous la présidence de : Monsieur Denis TURREL, Maire.

Présents : MM. Denis TURREL, Marie-Caroline TEMPESTA, Ali BENARFA, Madeleine LIBRET-LAUTARD, Corinne GOUZY, Rémi RAMOND, Sandra DA SILVA, Elias TAYIAR, Jacques GAILLAGOT, Martine LAGARDE, Huguette DEDIEU, Franck QUIN, Stéphane LE BRUN, Laurence CANITROT, Sandra LACOSTE, Fabrice COT, Marcella VALLANIA. Emilie BLANIC, Bastien HO, Marion GÉLIS, Julien GLINKOWSKI.

Procurations : M. Didier GENTY donne procuration à Mme Marion GÉLIS, Mme Sophie RENARD donne procuration à M. Bastien HO, Mme Corinne MASSA donne procuration à M. Julien GLINKOWSKI.

Absents excusés : MM. Michel VIGNES, Didier GENTY, Sophie RENARD, Corinne MASSA, Cédric HAMMER.

Absents : MM. Bernard BARRAU, Pierre HELLÉ, Corinne PONS.

A été nommé secrétaire : M. Julien GLINKOWSKI

Objet : Vacance temporaire dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire

Monsieur le Maire explique que pour remplacer un agent titulaire du service restauration, il est nécessaire de recruter un agent à la plonge (article L 332-14 du code général des collectivités) :

- Service restauration : 1 adjoint technique à temps non complet 22h, pour effectuer la plonge au sein de la cuisine municipale de l'école Chanfreau.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce recrutement.

Après délibéré, le Conseil Municipal :

- Valide ce recrutement.

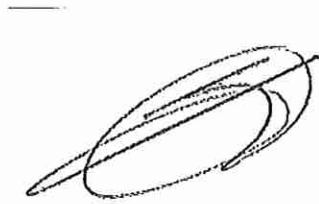
Adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Le secrétaire de séance
Julien GLINKOWSKI



Le Maire,
Denis TURREL



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite.